

COUR DES ASSURANCES SOCIALES

Décision du 18 janvier 2011

Présidence de M. NEU, juge unique
Greffier : M. Germond

Cause pendante entre :

S._____, à Allaman, recourant,

et

SERVICE DE L'EMPLOI, Instance juridique chômage, à Lausanne, intimé.

Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD

Vu le recours formé le 8 novembre 2010 par S._____ à l'encontre de la décision sur opposition prise le 7 octobre 2010 par le Service de l'Emploi Instance juridique chômage, Instance juridique chômage (ci-après: le Service de l'Emploi),

vu la réponse déposée le 30 novembre 2010 par le Service de l'Emploi,

vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 9 janvier 2011;

considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative, RSV 173.36),

qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD).

**Par ces motifs,
le juge unique
p r o n o n c e :**

- I.** La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours.
- II.** Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens.

Le juge unique :

Le greffier :

Du

La décision qui précède est notifiée à :

- S. _____,
- Service de l'Emploi, Instance juridique chômage,
- Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO),

par l'envoi de photocopies.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).

Le greffier :